



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Directeur de l'Europe continentale a. i.

N° 2023 - 0266064

Paris, le 15/06/2023

Objet : Réponse aux courriers adressés au Président de la République

Madame, Monsieur,

Je vous remercie pour vos courriers qui témoignent de votre engagement en faveur d'une transition démocratique en Biélorussie et de votre détermination à lutter contre la politique répressive du régime d'Alexandre Loukachenko. Vos courriers sont bien parvenus au Président de la République et à la Première ministre, qui m'ont chargé de vous répondre.

Vous avez notamment exprimé vos inquiétudes quant au nombre élevé de prisonniers politiques en Biélorussie, parmi lesquels se trouvent notamment plusieurs mineurs, des personnes âgées ainsi que des personnes nécessitant un suivi médical. Nous suivons avec la plus grande attention la situation de ces femmes et ces hommes de liberté et nous avons à plusieurs reprises condamné fermement les violations des droits de l'Homme commises par le régime biélorusse. La France a notamment dénoncé les condamnations prononcées par la justice biélorusse à l'encontre d'Ales Bialiatski, colauréat du prix Nobel de la paix 2022, de défenseurs des droits de l'Homme, de plusieurs figures de l'opposition, ainsi qu'à l'encontre de journalistes indépendants.

Avec ses partenaires européens, la France est résolument engagée depuis 2020 dans une double approche de pression sur les autorités biélorusses et de soutien aux aspirations démocratiques et pacifiques de la population. Notre pays promeut avec constance les initiatives au sein de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), ou des organisations multilatérales telles que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR) et l'Organisation internationale du travail (OIT), qui visent à rappeler au régime biélorusse les engagements internationaux pris par la Biélorussie quant au respect des libertés fondamentales et des droits de l'Homme.

Comme vous l'avez souligné dans vos courriers, la crise que traverse la Biélorussie depuis 2020 n'est plus seulement une crise de politique intérieure. Dans le contexte de l'agression russe de l'Ukraine, elle constitue également un enjeu de sécurité régionale en raison de la complicité du régime d'Alexandre Loukachenko avec la Russie. La décision de Minsk d'accueillir sur son territoire des armes nucléaires russes fragilise l'architecture internationale de la maîtrise des armements et de la stabilité stratégique en Europe. Pour cette raison, la France a dénoncé l'accord conclu entre la Russie et la Biélorussie et a appelé les autorités des deux pays à revenir sur cette décision.

Soyez assurés que nous continuerons d'appeler l'attention sur la situation en Biélorussie. Nous continuons de demander aux autorités biélorusses la libération inconditionnelle, ainsi que la réhabilitation de tous les prisonniers politiques en Biélorussie. La France reste engagée aux côtés du peuple biélorusse pour une transition démocratique dans le pays.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma haute considération./.



Sylvain GUIAUGUE

À :

M. TSEPKALO Valéri et Mme TSEPKALO Véronika
Belarus Democratic Forum
info@belarusforum.org
Artilērijas iela 9
LV-1001 RIGA
LETTONIE